

Expression libre :

Cette élection présidentielle voit s'opposer au 2nd tour, 2 projets politiques qui ne répondent en rien aux aspirations du monde du travail et aux besoins de notre société.

Marine LE PEN tente depuis une dizaine d'années de se donner une légitimité démocratique. Il n'en reste pas moins que son projet n'a comme seul ressort que la stigmatisation d'une partie de la population, issue de l'immigration, dont elle voudrait se débarrasser en les expulsant (immigration 0) ou en les appauvrissant (par la préférence nationale). C'est un projet raciste.

L'autre versant de son projet est autoritaire, répressif et antidémocratique afin d'éteindre toute contestation et élan de solidarité. C'est un projet fasciste.

La recrudescence d'actes violents, racistes et de mis au pas par la terreur, commis ces derniers temps par des groupuscules néo-fascistes en est un symptôme édifiant.

Emmanuel MACRON, tout au long de son quinquennat, a mené une politique réduisant les droits des employés, mettant à mal les services publics, notamment l'école et l'hôpital, avançant petit à petit vers une marchandisation de l'éducation et de la santé. Le même processus est engagé concernant la protection sociale en attaquant les mesures de solidarité (retraite, chômage), favorisant ainsi les démarches assurancielles individualistes. Pendant ce temps, les actionnaires et les patrons des grandes entreprises françaises se sont octroyés des bénéfices et des augmentations de salaires indécents. Les inégalités ne se sont jamais creusées à ce point.

Il faut rajouter l'inaction climatique et environnementale. Il faut rajouter aussi la promulgation de loi sécuritaire d'exception dans le droit commun, la répression parfois violente des mouvements sociaux, la criminalisation de l'activité revendicative.

Pendant sa campagne, Emmanuel MACRON a constamment esquivé son bilan et réaffirmé sa volonté de poursuivre le travail de ces 5 années passées. Ces tentatives d'adoucissement social de son programme sont plus le signe d'une fébrilité électorale que d'un infléchissement de son projet politique.

Dès lors, Il sera de la responsabilité de chacune et chacun de s'engager dans les luttes à venir pour contrer ces politiques antisociales. Il sera de la responsabilité des organisations syndicales, associatives, politiques porteuses d'alternatives progressistes, d'offrir des cadres collectifs et de solidarité pour le développement de perspectives meilleures.

Philippe GOIRAND